Quarante-troisième Année. — N° 173 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES MERCREDI 22 JUIN 1898

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . Trois mois. . . 12 fr. 50. . Six mois . . 25 fr. . . Un an. . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, Grande-Rue, 71. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, Grande-Rue, 71. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis, à PARIS chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 21 JUIN 1898

LA SANTÉ DU SOLDAT

La garnison de Tours vient d'être victime d'un lamentable accident. Les soldats des 3e et 4e escadrons du 3e régiment de cuirassiers ont été empoisonnés par de la viande de conserve en mauvais état. Un de ces hommes est mort, plus de soixante d'entre eux sont à l'hôpital, et plusieurs paraissent assez gravement atteints.

Ces faits excitent la plus pénible émotion dans le pays. De tout temps, la vie du soldat a paru infiniment précieuse. Elle a droit à d'autant plus de protection pendant la paix qu'elle est plus exposée à la guerre. Elle appartient à la patrie, et quiconque risque sans nécessité une parcelle de ce trésor de la défense nationale commet un crime contre la patrie non moins que contre le soldat.

En outre, à une époque où le service militaire n'est plus la profession de quelques-uns, mais une obligation civique pour tous, l'armée s'est accrue en dignité et en quantité, et la vigilance de ceux qui ont la charge de la santé des troupes doit grandir pareillement.

Toutes les familles françaises ont eu, ont ou auront un fils à la caserne : comment ne seraient-elles pas alarmées par des événements comme ceux qui viennent de désoler le 3e cuirassiers? Comment ces alarmes ne se transformeraient-elles pas en affolement, si de tels malheurs devaient se renouveler?

Il faut, d'ailleurs, se hâter d'ajouter que l'accident de Tours n'est qu'un accident isolé. Personne ne doute que les autorités compétentes ne fassent bonne garde; ce douloureux avertissement doit leur rappeler quelles conséquences peut avoir le moindre relâchement. Elles ont intérêt, les premières, à ce qu'une scrupuleuse enquête soit faite et aboutisse, que les causes de la catastrophe soient connues, que les responsabilités soient définies et les coupables, s'il y en a, sévèrement poursuivis.

Cette mesure est doublement nécessaire : comme enseignement, pour permettre de prendre des mesures qui rendent impossible le retour de pareils faits ; ensuite, comme satisfaction à l'opinion publique, qui ne sera rassurée qu'à ce prix.

LE TRAITEMENT DES MINISTRES

On croit généralement que le traitement des ministres est, uniformément, de soixante mille francs. C'est une erreur, et il y a une distinction à faire entre les ministres députés et les ministres-sénateurs.

Les premiers ne cumulent pas leur traitement de ministre avec leur indemnité de député, et ils touchent leurs soixante mille francs en tout et pour tout, soit cinquante et un mille francs comme ministres et neuf mille francs comme députés.

Les ministres-sénateurs, au contraire, cumulent les soixante mille francs ministériels et les neuf mille francs législatifs, ce qui leur fait, si nous savons bien compter, soixante-neuf mille francs.

Pourquoi cette différence ? Question de règlement. Le règlement de la Chambre n'admet pas le cumul des deux indemnités, et celui du Sénat l'admet.

Bien des gens verront peut-être encore là une preuve de plus de la supériorité du Sénat sur la Chambre!

LES DROITS SUR LES BLÉS

Paris, 20 juin. — On vient de distribuer à la Chambre une proposition de loi de MM. Jules Desjardins, Pichon, Adam, Henri Cochin et Taillandier tendant à substituer au droit fixe de sept francs sur les blés étrangers un droit gradué.

En voici le dispositif :

« Article 1er. — Le tableau A du tarif général des douanes est modifié de la façon suivante :

» Article 68. — Froment, les 100 kilos, 10 francs. »

Article 2. — Lorsque le cours du blé dépassera le chiffre de 20 francs, les droits suivants seront perçus : de 20 à 21 francs au taux de 10 francs, de 21 à 22 fr. au taux de 9 fr., de 22 à 23 fr. au taux de 8 fr., de 23 à 24 fr. au taux de 7 fr., de 24 à 25 fr. au taux de 6 fr., de 25 à 26 fr. au taux de 5 fr., de 26 à 27 fr. au taux de 4 fr., de 27 à 28 fr. au taux de 3 fr., de 28 à 29 fr. au taux de 2 fr., de 29 à 30 fr. au taux de 1 franc.

Le gouvernement déterminera le nombre des marchés régulateurs et choisira les localités où ils seront établis.

LE SERVICE MILITAIRE DE DEUX FRÈRES

La loi du 26 mars dernier a supprimé pour la dispense à titre de frère de militaire, toute condition de différence d'âge entre les deux frères, mais, comme cette loi ne contient aucune clause spécifiant qu'elle peut être appliquée rétroactivement aux hommes des classes actuellement sous les drapeaux, il en résulte que ces hommes subissent un sort différent de celui des hommes de la classe qui va être appelée.

Le ministre de la guerre, considérant que la stricte application de cette règle conduit à une solution peu équitable, vient de décider que le bénéfice de la loi du 26 mars sera, à titre exceptionnel, étendu aux militaires actuellement incorporés qui justifieront avoir eu, lors de leur passage devant le conseil de révision, un frère présent sous les drapeaux, et à qui la dispense ne pouvait alors être accordée, parce qu'il existait entre eux et leur frère servant comme appelé une différence d'âge de plus de trois ans.

Les intéressés devront produire devant leur chef de corps le dossier requis pour la justification du droit à la dispense ; mais il reste entendu que les hommes qui ont laissé périmer les dispenses auxquelles ils avaient droit, sauf d'en avoir justifié en temps utile devant le conseil de revision ne sauraient invoquer la décision du ministre pour se faire relever de leur déchéance.

MINISTÈRE DE CONCILIATION

(D'un correspondant particulier)

Paris, 20 juin. — Scrupuleux observateur des règles constitutionnelles, M. Félix Faure, pour répondre au vœu de la Chambre, avait chargé M. Ribot, républicain modéré, de poursuivre la formation d'un cabinet de conciliation.

M. Ribot ayant échoué, M. Félix Faure a confié la même mission à M. Sarrien, radical.

On annonce que, plus heureux dans ses pourparlers avec les progressistes que M. Ribot dans les siens avec les radicaux, M. Sarrien a réussi à mener à bien cette œuvre d'union et qu'il va constituer un ministère répondant à cette étrange conception d'un gouvernement mi-partie radical, mi-partie modéré.

Qu'est-ce à dire et que signifie le succès de M. Sarrien; les progressistes se sont-ils montrés moins intransigeants que les radicaux sur les principes ou moins gourmands de portefeuilles ? Nous le saurons lorsque M. Sarrien nous aura fait connaître et la composition du nouveau cabinet et son programme de gouvernement.

Mais on peut s'expliquer l'échec de M. Ribot et le succès de M. Sarrien, par des considérations purement personnelles.

Si M. Ribot passe pour le plus fin des diplomates, le plus habile des négociateurs, sa personne est peu sympathique. De plus, il a pris une trop grande part aux luttes politiques de ces dernières années, il a été trop intimement mêlé aux événements pour ne pas avoir soulevé autour de lui beaucoup de mécontentements, de colères et de haines. D'autre part, il passe, à tort ou à raison, pour inféodé à deux causes : l'alliance anglaise et la révision du procès Dreyfus, qui n'ont pas précisément les sympathies du pays.

Enfin, son caractère si ondoyant, son esprit si mobile, si changeant, le peu de solidité de ses convictions et le peu de sûreté de ses relations, tout cela est peu fait pour lui gagner des amitiés et lui valoir des dévouements durables.

M. Sarrien, au contraire, s'il n'a pas la haute intelligence de M. Ribot, est un très digne homme dont on apprécie le caractère dans les milieux mêmes où on prise le moins ses tendances radicales.

Il n'a, d'autre part, jamais été mêlé aux grandes agitations qu'ont soulevées les scandales financiers du Panama, des Chemins de fer du Sud, scandales dans lesquels se sont effondrées tant de renommées!

Il a donc trouvé pour l'œuvre de conciliation que M. Félix Faure lui avait demandé d'entreprendre le terrain mieux préparé que M. Ribot.

Mais ces qualités personnelles qui lui ont permis de constituer un cabinet sur une base aussi étrange que la conciliation de deux groupes ennemis l'aideront-elles à le faire vivre ?

Nous en doutons.

Quoi qu'on en dise, il y a dans la Chambre, comme dans le pays, deux camps très tranchés; il y a en présence deux politiques très différentes. L'une est toute d'apaisement et de conservation sociale ; elle s'appuie sur les catholiques et les modérés du pays et ne veut que des réformes pratiques et sagement muries. L'autre veut la guerre religieuse et la lutte des classes; elle s'appuie sur les loges et les masses révolutionnaires et poursuit la réalisation d'utopies dangereuses.

La bataille est entre ces deux politiques et il faudra bien qu'un jour le parti républicain prenne position et gouverne résolument dans un sens ou dans l'autre.

Voilà pourquoi nous ne croyons pas à la longévité d'un ministère de conciliation. — H. S.

***

Voici les dépêches qui nous sont parvenues sur les démarches faites par M. Sarrien pour la constitution d'un cabinet :

L'ACCEPTATION DE M. SARRIEN

Paris, 20 juin.— M. Sarrien, après avoir conféré à la Chambre avec les chefs des modérés, s'est rendu à l'Elysée à trois heures.

Il a fait part au Président des conversations qu'il avait tenues hier et aujourd'hui avec diverses personnalités appartenant aux différentes fractions républicaines du Parlement et s'est déclaré en mesure de former un cabinet.

Devant cette assurance, M. Félix Faure lui a officiellement donné mission de constituer un ministère.

DANS LA MATINÉE

Paris, cinq heures. — Hier, dans la nuit, M. Sarrien avait conféré avec MM. Léon Bourgeois et Vallé qui arrivaient de Reims et leur avait rendu compte de ses diverses entrevues avec les hommes politiques que nous vous avons désignés.

MM. Dujardin-Beaumetz et Mougeot assistaient à l'entrevue.

M. Bourgeois donna un satisfecit à M. Sarrien.

Ce matin M. Bourgeois arriva à neuf heures chez M. Sarrien pour lui donner ses dernières instructions. MM. Trouillot et Mougeot vinrent également faire visite à M. Sarrien qui manda M. Paul Delombre, président de l'ancienne commission du budget, avec qui il conféra jusque onze heures.

M. Maruéjouls que M. Léon Bourgeois était allé chercher, arriva alors en même temps que MM. Delcassé et Dujardin Beaumetz.

A deux heures, M. Sarrien eut une dernière entrevue à la Chambre même avec le chef du parti progressiste.

C'est à la suite de cette entrevue qu'il est allé à l'Elysée et qu'il a fait connaître au Président son acceptation.

Dernières Nouvelles

Paris, 20 juin. — M. Léon Bourgeois, que nous venons de voir au moment où il sortait de chez M. Sarrien, nous a déclaré qu'il considérait la crise comme terminée. Cependant les membres du comité dirigeant ainsi que M. Paul Delombre se réunissent, ce soir, à neuf heures, chez M. Ribot.

Paris, 20 juin. — Les négociations continuent actives, fiévreuses. Ce soir, pendant que les membres du comité directeur du groupe progressiste, sauf M. Jonnart et Poincaré, qui s'étaient fait excuser, étaient réunis chez M. Ribot, les amis de M. Sarrien conféraient chez lui.

Ces amis, nous l'avons déjà dit, sont MM. Mougeot, Trouillot, Delcassé, Dujardin-Baumetz et Ricard. Ceux-là mêmes que M. Mougeot va toujours relancer sur les indications de M. Bourgeois et qui, successivement, dans l'après-midi, avaient déjà eu des entretiens avec M. Sarrien. D'autre part, M. Delombre faisait la navette entre la rue de Tournon, et l'avenue de l'Observatoire.

La conférence des chefs modérés a duré jusqu'à onze heures et demie. A cette heure, M. Paul Delombre et M. Dupuy se sont rendus chez M. Sarrien.

A minuit, la situation était celle-ci : l'accord était à peu près fait sur les programmes; la discussion portait sur le nombre et la qualité des portefeuilles à abandonner aux modérés; ces derniers exigeaient, entre autres portefeuilles, deux portefeuilles politiques, l'intérieur et les finances.

En outre, M. Cavaignac était, assurait-on, éliminé de la combinaison. On se demandait si ce bruit n'était pas une simple manœuvre des dreyfusards ou si réellement, ils avaient réussi, sur ce point, à imposer leur volonté à M. Sarrien.

Paris, 21 juin, 2 h. matin. — M. Dupuy a quitté M. Delombre à la porte de M. Sarrien, et est rentré chez lui. *La conférence chez M. Sarrien n'a pris fin qu'à minuit 45.* La situation reste telle que nous l'avons indiqué dans une précédente dépêche.

Le cinquantenaire de la mort de Mgr Affre

Son Em. le cardinal Richard vient d'adresser au clergé et aux fidèles du diocèse de Paris, une éloquente pastorale suivie d'un mandement relatif à la commémoration religieuse, le 28 juin prochain, du cinquantenaire de la mort de Mgr Affre, l'archevêque de Paris, tué en s'interposant entre les défenseurs de l'ordre et les insurgés, le 25 juin 1848 à quatre heures du soir, au pied de la barricade qui défendait l'entrée du faubourg Saint-Antoine.

« Le bon pasteur donne sa vie pour son troupeau », avait répondu l'éminent prélat castillan au général Cavaignac qui lui représentait l'inutilité périlleuse de sa démarche.

L'archevêque faisait face aux insurgés, suivant la déclaration de l'abbé Delage qui l'accompagnait, lorsqu'il fut atteint d'une balle dans les reins. La blessure était mortelle et la mort survint le 28.

On a toujours cru qu'il s'agissait d'une balle perdue, car à cette époque primitive, on tuait, mais la poésie n'avait pas inventé l'*Ode à la balle*, et nul ne revendiqua la responsabilité de ce mauvais coup.

Tous les renseignements contraires sont apocryphes.

Mgr Affre, dont on peut voir la suggestive relique au trésor de Notre-Dame, n'a pas été une victime voulue et choisie pour le sacrifice comme le fut Mgr Darbois en 1871.

Un drame rue des Gravilliers à Paris

Triple tentative de suicide. — Le désespoir d'une mère. — Sauvés

Paris, 20 juin. — Mme Dubois, âgée de quarante-cinq ans, demeurant dans un petit logement sis au deuxième étage, 10, rue des Gravilliers, a tenté, la nuit dernière, de s'asphyxier avec ses deux enfants, Marie, âgée de treize ans, et Gaston, d'un an plus jeune.

Mme Dubois était rentrée, hier soir, à onze heures, avait fait coucher ses deux enfants, puis, ceux-ci endormis, avait allumé deux réchauds de charbon.

Heureusement, un voisin, en rentrant, avait senti une forte odeur de charbon s'échapper du logement de Mme Dubois et entendu des gémissements. Il donna l'alarme et enfonça la porte. Un médecin, appelé, a pu rappeler les trois victimes à la vie.

Mme Dubois et ses enfants ont été envoyés à l'hôpital Saint-Louis ; seul l'état du jeune Gaston inspirerait des inquiétudes.

Mme Dubois a déclaré qu'elle avait tenté de se donner la mort avec ses enfants parce que son fils aîné, âgé de dix-sept ans, l'aurait abandonnée il y a cinq mois, pour aller vivre avec une jeune femme et il l'avait menacée de s'engager si elle s'opposait plus longtemps à son mariage.

De plus, les derniers crimes paraissent avoir troublé un peu la raison de la pauvre femme qui craignait les mauvaises fréquentations pour son fils et avait peur de le voir marcher sur les traces des jeunes bandits comme Martin, Schneider et Peugnez.

Mme Dubois se trouvait dans une situation relativement aisée ; elle avait, chez un marchand de vins voisin, une échoppe où elle vendait des pommes de terre frites et avec ses gains elle avait pu élever, depuis la mort de son mari, ses trois enfants. Ce n'est donc pas la misère qui l'a poussée au suicide.

LA GUERRE

AUX ETATS-UNIS

On télégraphie de New-York à Londres : « On n'a reçu aucune nouvelle des expéditions de Santiago et de Manille. Le ministre de Russie à Washington, au cours d'une interview, a donné aux Etats-Unis la assurance de l'amitié russe. Il considère comme improbable une action quelconque de l'Allemagne aux Philippines. Il ne comprend pas en quoi une alliance anglo-américaine serait profitable aux Etats-Unis. Tous les avantages de cette alliance seraient pour l'Angleterre. »

Le *Herald* dément les bruits qui ont couru d'un désaccord entre M. Mac Kinley et le général Miles.

A la réunion du comité de la guerre qui a eu lieu samedi à la Maison-Blanche, il a été décidé que Porto-Rico serait attaqué sans attendre la prise de Santiago.

A CUBA

Canonnades et bombardement

Londres, 20 juin. — On télégraphie de New-York :

« Des dépêches de la Jamaïque disent que les Américains ont encore bombardé les batteries de Guantanamo, causant d'énormes dégâts. Les Espagnols ont riposté sans attendre les Américains.

» La chaloupe du *Marblehead* a capturé un sloop espagnol. Cinq prisonniers ont été faits.

» Les Cubains qui ont rejoint les marins américains près de Guantanamo disent que huit courriers espagnols ont été capturés ; six ont été pendus comme espions. L'un d'entre eux portait une lettre du général Linarès, disant que les troupes espagnoles meurent de faim.

» Un croiseur allemand qui est arrivé à Cienfuegos a été accueilli par des ovations populaires. Les Américains, après une canonnade, ont essayé de nouveau de débarquer à la Punta-Cabrera.

LA SITUATION A MANILLE

On télégraphie de Hong-Kong au *New-York Herald* :

« Hong-Kong, 19 juin. — Le *Yuen-Sang* est arrivé ici aujourd'hui. Il est parti de Manille le 14 juin avec 1,200 passagers, la plupart Chinois, et cinquante Européens, parmi lesquels trente-sept religieuses françaises.

» Le 15, à deux heures du matin, il a rencontré le transport *City-of-Peking*, qui était attendu à Manille à cette date. On dit que quoique les rebelles puissent prendre la ville, l'amiral Dewey les en empêche, désirant que Manille capitule seulement devant des troupes américaines. »

Une dépêche de Hong-Kong au *Daily Mail* annonce que la proclamation de l'indépendance des Philippines sera signée aujourd'hui.

La journée d'aujourd'hui ou celle de demain marquera la fin de la suprématie espagnole dans l'archipel.

Manille est complètement entourée par les troupes des rebelles. Aguinaldo est partout victorieux.

Des milliers d'Espagnols parmi lesquels de nombreux officiers sont prisonniers.

Aguinaldo a émis l'opinion qu'il faudrait aux Philippines un gouvernement autonome indigène, sous la protection des Américains.

Selon une dépêche de Madrid au *Daily Mail*, le gouvernement espagnol croit qu'après la guerre les Philippines reviendraient à l'Espagne. Si les Américains voulaient garder l'archipel, il leur faudrait le conquérir par une seconde expédition.

Londres, 20 juin. — Les journaux anglais disent que les provinces des Philippines sont en pleine rébellion. On croit que le général Pena a dû se rendre aux insurgés avec toutes ses troupes. Les chefs rebelles ne sont pas d'accord. On craint une guerre civile.

Paris, 20 juin. — Une dépêche officielle, en date du juin, annonce que la situation est des plus graves. Les vivres commencent à manquer et les volontaires continuent à passer à l'ennemi avec armes et bagages. Le général Augusti déclare que, s'il était obligé de se renfermer dans l'enceinte fortifiée de Manille, il ne pourrait communiquer avec la Métropole.

Hong-Kong, 20 juin. — Un officier américain parti de Manille, le 17 juin, dit que les insurgés ont fait quatre mille Espagnols prisonniers et qu'Aguinaldo a informé le consul américain que les insurgés se proposent de constituer un gouvernement et qu'ils désirent que les Philippines soient une colonie américaine.

Les Espagnols ont fait couler le croiseur *Cebu* à l'embouchure du Bazig, la rivière qui sépare les deux Manille, pour bloquer le chenal.

L'Allemagne et les Philippines

On télégraphie de Berlin au *New-York Herald* :

« Berlin, 19 juin. — Je suis expressément autorisé par le ministère des affaires étrangères d'ici à renouveler les assurances déjà données au gouvernement des Etats-Unis que l'Allemagne n'a d'autre intention aux Philippines que la protection de l'existence et de la propriété des Allemands, des Suisses et des Portugais. Il n'existe absolument aucune idée d'intervention. »

Officiers espagnols tués

Paris, 20 juin. — C'est sous les plus expresses réserves que nous reproduisons la dépêche suivante communiquée par le Laffan bureau :

Londres, 20 juin. — Des espions rapportent qu'à Santiago un général et plusieurs officiers espagnols ont été tués par les bombes de dynamite de *Vesuvius*.

Le commandant du génie Ordonez, l'inventeur du canon Ordonez, qui dirigea les travaux de fortifications de Santiago et qui avait été blessé au combat du 6 juin, a été tué *également pendant le bombardement*.

» La conviction est générale dans toute l'escadre de l'amiral Sampson qu'une lutte désespérée à terre précédera la chute de Santiago.

» Le général Pando est en route de la Havane pour Santiago avec plusieurs milliers d'hommes de renforts que les insurgés vont tenter d'intercepter. »

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du lundi 20 juin

Présidence de M. Deschanel, président

La séance est ouverte à deux heures.

Le président fait connaître qu'il a reçu de M. le garde des sceaux une lettre par laquelle il demande communication du procès-verbal des opérations électorales de la commune de Saint-Florent-les-Blois (1re circonscription de la Roche-sur-Yon (Vendée).

Il a communiqué cette demande à M. Guyot-Dessaigne qui ne s'oppose pas à cette communication que la Chambre a seule le droit d'ordonner.

La communication est ordonnée.

LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS

L'ordre du jour appelle la suite de la vérification des pouvoirs.

L'élection de M. Surcouf (Ille-et-Vilaine) est validée.

M. Morinot présente le rapport de l'élection de M. Georges Leygues à Villeneuve-sur-Lot.

Les protestations relèvent de nombreuses subventions accordées par le gouvernement à cet arrondissement, subventions dont quelques-unes ont été annoncées par affiches de la municipalité aux électeurs.

Le bureau proteste contre ces manœuvres, mais conclut à la validation.

M. Camille Pelletan demande à discuter les conclusions du rapport et demande l'ajournement de la discussion.

Divers membres demandent la discussion immédiate.

M. Georges Leygues demande également la discussion immédiate.

Les protestataires ont été entendus, le bureau conclut à la validation, la Chambre, dit-il, doit statuer.

L'ajournement est repoussé par 255 voix contre 205.

La discussion immédiate est ordonnée.

Après l'intervention de MM. Lagasse et Pelletan qui protestent contre les prétendues manœuvres électorales et l'intervention de M. Georges Leygues, l'élection de ce dernier est validée à mains levées, ainsi que celles de MM. Castillard, Peuzey et Saba.

Sur la demande du rapporteur, la discussion de l'élection de Castelsarrazin est ajournée.

On valide les élections de MM. Constant et Zévaès.

L'ÉLECTION DE M. E. MOTTE A ROUBAIX

La discussion de l'élection de M. E. Motte est ajournée à jeudi.

LES AUTRES ÉLECTIONS

Les élections de MM. Delieux, Meyer et Rouland sont validées, ainsi que celles de MM. Ragot, Malaspina, Christophe, Couyba, Périer (Saône-et-Loire), Ch. Ferry, Ursleurs, Gabiat et Vigné.

Au nom du dixième bureau, M. E. Motte demande que le rapport sur l'élection de M. Lasserre (Tarn-et-Garonne) soit discuté dans la prochaine séance.

Il en est ainsi ordonné.

L'élection de M. de Rohan est contestée par M. Guieysse qui propose d'attendre la présence d'un ministre des cultes pour discuter les conclusions du rapport tendant à la validation.

M. de Cassagnac combat l'ajournement. Il ne veut pas donner à M. Guieysse l'occasion d'interpeller le nouveau ministre non responsable.

La motion de M. Guieysse est repoussée.

M. Baron, rapporteur, lit son rapport.

M. Guieysse cite quelques exemples de pression cléricale et conclut à l'enquête.

L'enquête est repoussée.

M. le duc de Rohan est admis.

M. Guieysse conteste également l'élection de M. de l'Estourbeillon, entachée, suivant lui, d'ingérence et de violences cléricales. Il conclut à l'enquête qui est rejetée.

M. de l'Estourbeillon est admis.

La discussion de l'élection de M. Galand est ajournée à jeudi.

MM. de la Ferronnays et Mirman proposent de publier les programmes électoraux. Cette proposition est adoptée.

L'élection de M. Clech est validée.

La suite de l'ordre du jour est renvoyée à jeudi. La séance est levée à 5 heures 25.

Nouvelles du Jour

Les syndicats professionnels
Le referendum communal

Paris, 20 juin. — M. Dansette a déposé, au cours de la séance d'aujourd'hui : 1° une proposition de loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels; 2° une proposition de loi portant modification à la loi du 5 avril 1884 et tendant à instituer le referendum communal.

Le régime des colis postaux entre la France et la Russie

Paris, 20 juin. — L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg a signé aujourd'hui avec le ministre des affaires étrangères de Russie un arrangement relatif au régime des colis postaux entre les deux pays.

La convention sanitaire internationale

Paris, 20 juin. — Les ambassadeurs se sont réunis, au quai d'Orsay, aujourd'hui, et ont signé, avec M. Hanotaux, le dépôt des ratifications des puissances contractantes sur la convention sanitaire internationale signée à Paris le 30 avril 1894 et sur la déclaration additionnelle signée à Paris le 30 octobre 1897.

Un sinistre maritime

Brest, 20 juin. — Un nouveau sinistre s'est produit à Modène. Le grand steamer anglais *Rubno*, trompé par la brume, s'est jeté sur les dangereux écueils derrière l'île de Modène. L'équipage a pu être sauvé, mais le steamer est perdu, par suite de la rupture du câble reliant Modène au Conquet. On n'a pas d'autres détails.

La fin d'un voleur

Marseille, 20 juin. — Cet après-midi, le commissaire spécial du port a arrêté, au moment où il débarquait du courrier d'Oran, le nommé Henri Fabvre, inculpé d'un vol de 12,000 francs commis à Alger. Arrivé au commissariat, Henri Fabvre, trompant la surveillance des agents, se tira un coup de révolver dans la tempe. La mort a été instantanée. On a trouvé sur lui une somme de 11,000 fr.

Un drame dans une ménagerie à Neuilly

Paris, 20 juin. — Ce soir, à onze heures, à la foire de Neuilly, le dompteur Letort, de la ménagerie Pezon, a été renversé par une lionne qui lui labura le dos et les bras de ses griffes. Adrien Pezon se porta aussitôt au secours de son dompteur qui put être retiré de la cage. Les blessures de Letort sont très graves.

Nouveaux troubles en Algérie

Alger, 20 juin. — Hier M. Max Régis, accompagné de M. Firmin Faure, député antisémite d'Oran, avait fait une conférence à Bouffarick. Ce matin après son départ, une partie des manifestants qui l'avaient accompagné à la gare se dirigea vers le marché et somma les juifs qui s'y trouvaient de s'en retirer. Immédiatement les antisémites renversèrent les étalages des israélites; en vingt minutes tout était balayé. Plusieurs arrestations ont été opérées.

L'incendie aux Etats-Unis d'une fabrique de poudre sans fumée

Cincinnati, 20 juin. — Une grande partie de la fabrique de poudre sans fumée de la maison King, adjudicataire de la fourniture des poudres au gouvernement, a été incendiée cette nuit. On croit que le feu a été mis par deux individus dont l'un qui a reçu des brûlures a été arrêté. Cet individu ne fait que murmurer des mots d'une langue étrangère.

Les élections en Allemagne

Berlin, 20 juin. — Voici les résultats complets des élections au Reichstag :

Ont été élus :

Conservateurs, 38; parti de l'Empire, 10; centre, 85; parti réformiste, 5; nationaux libéraux, 10; union libérale, 1; libéraux démocrates, 1; agrariens, 1; socialistes, 32; Polonais, 13; Danois, 1; indépendants, 9; ligue des paysans, 3; ballottages, 188.

Les conservateurs gagnent 4 sièges et en perdent 4; parti de l'Empire 1 perd 2, centre gagne 5 perd 1, parti réformiste perd 5, nationaux libéraux gagnent 3 perdent 7, union libérale perd 3, libéraux démocrates perdent 4, démocrates allemands perdent 4, socialistes gagnent 3 perdent 3, Polonais gagnent 1 perdent 6.

Berlin, 20 juin. — Selon le *Tageblatt*, de graves désordres se sont produits à Barmen après la proclamation du résultat des élections. Des bandes d'ouvriers ont parcouru les rues en chantant la *Marseillaise*. La police a chargé les manifestants. Il y a eu de nombreux blessés. A Rognitschutz, les urnes ont été renversées pendant le dépouillement du scrutin. Les scrutateurs maltraités se sont sauvés.

La disparition d'une auberge historique à Paris

Encore un coin du vieux Paris qui va disparaître.

C'est l'auberge du Cheval-Blanc de la rue Mazet, autrefois Contrescarpe-Dauphine.

C'est à cette auberge qu'Alexandre Dumas fit descendre d'Artagnan, à son arrivée à Paris. Ce lieu était, du reste, le rendez-vous véritable des Cadets de Gascogne.

Depuis nombres d'années, le « Cheval-Blanc » sert de siège à une entreprise de roulage.

Dernière Heure

De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL)

ÉCHEC DE M. SARRIEN

Paris, le 21 juin, 3 heures. — A la suite des pourparlers qu'il a eus, ce matin, avec plusieurs personnages politiques, M. Sarrien a renoncé à constituer un Cabinet de conciliation. Il se rendra à 5 heures à l'Elysée pour informer M. Félix Faure de son échec.

LA GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE

L'échange des prisonniers du « Merrimac ». Le mécontentement aux Etats-Unis

Londres, 21 juin.— Selon une dépêche de New-York au *Standard*, une grande excitation règne à Washington causée par le refus des Espagnols d'échanger les prisonniers du *Merrimac*.

On croit au département de la marine que les Espagnols gardent le lieutenant Hobson, en attendant que l'occasion leur soit donnée de l'échanger contre un officier d'un rang beaucoup plus élevé.

Une dépêche de Key-West donne des détails particuliers sur l'entrevue des officiers espagnols et américains en face de la Havane, dans laquelle ce refus fut décidé.

Le maréchal Blanco aurait annoncé qu'il ne recevra plus de parlementaires. Tout bateau qui s'approchera des forts sera exposé au feu des batteries espagnoles, sans pouvoir arguer d'aucune mission.

La situation à Manille

Une dépêche de Hong-Kong au *Morning Post* annonce l'arrivée d'un bateau de dépêches parti de Manille le 17.

Les rebelles ont déjà fait 4,000 prisonniers espagnols et se sont emparés de mille indigènes sans arme.

Le 14, ils se sont emparés de Calanga, la ville la plus importante de la baie de Manille, après Manille elle-même.

Trente officiers des douanes espagnoles ayant essayé de s'enfuir du camp espagnol, ont été repris et fusillés comme déserteurs.

Selon une dépêche de Chicago au *Daily Mail* des nouvelles de Manille reçues viâ Hong-Kong par le *Chicago Record* annoncent que les insurgés ont proclamé l'indépendance des Philippines.

Ils ont constitué un gouvernement provisoire républicain dont Aguinaldo a été proclamé président.

La famine à Santiago

Un télégramme de Key-West au Daily Mail dit que les derniers rapports reçus de Santiago annoncent que les Espagnols sont obligés de tuer les chevaux à coups de fusil pour les manger.

La situation des non combattants est terrible. Des centaines de personnes sont obligées de se nourrir d'herbes.

Il est inexact qu'il y ait beaucoup de vivres à la Havane.

La défense de Santiago

Une dépêche de Washington au *Standard* annonce que le général Linarès a concentré 10,000 hommes à Santiago.

Il a vérifié les défenses des forts qui opposeront aux Américains la plus énergique résistance.

Déclaration de don Carlos

Le *Daily Mail* publie une interview de son correspondant de Bruxelles avec don Carlos.

Le prétendant a déclaré que le moment arrivait où il prendrait sa revanche du silence qu'il s'est imposé jusqu'à ce jour.

Il lui faudra bientôt, a-t-il ajouté, combattre la paix déshonorante que les Américains voudraient imposer à l'Espagne.

Les intentions d'Aguinaldo

Une dépêche de Hong-Kong au *Daily Mail* dit que, selon une dépêche reçue par le consul britannique, Aguinaldo voudrait faire des Philippines une colonie libre sous la protection des Etats-Unis.

Au cas où cela ne se produirait pas, il inclinerait à la formation d'une République. Mais, si un autre pays voulait s'annexer les Philippines ou les protéger malgré elles, il serait obligé de se battre de nouveau avec les insurgés.

Les rebelles disposent maintenant de 10,500 fusils et de huit pièces d'artillerie. On n'a encore aucune nouvelle des transports qui doivent amener les premiers renforts américains. Le croiseur *Baltimore* est parti à leur rencontre.

Les ordres donnés au général Augusti

On mande de Madrid au *Morning Post* que l'ordre a été expédié au général Augusti de tenir tête jusqu'au boat aux Américains et aux insurgés, et de résister pied à pied.

On craint que le général ne soit maintenant enfermé dans la partie fortifiée de Manille et qu'il lui soit désormais impossible de communiquer avec le gouvernement espagnol.

On espère néanmoins qu'il pourra tenir jusqu'à l'arrivée des renforts espagnols.

La crise italienne. — Formation probable d'un ministère extra-parlementaire. — Le sénateur Finali.

Rome, 21 juin. — La crise est toujours stationnaire. Le fait qu'aucun député n'a été appelé au Quirinal produit dans les cercles parlementaires une profonde impression. On y voit l'intention évidente de former un ministère extra-parlementaire composé de sénateurs et de généraux, à l'exclusion des députés. La situation créée par la démission irrégulière du cabinet Rudinì en est d'autant aggravée.

Le bruit continue à courir avec persistance que le sénateur Finali est chargé officieusement de former un ministère.

Les élections allemandes et M. Jules Guesde

M. Marcel Hutin, du *Gaulois*, a interviewé M. Jules Guesde sur les élections allemandes au point de vue socialiste :

« Dès à présent, on constate de l'autre côté du Rhin que les 1,750,000 voix recueillies, il y a cinq ans, par notre parti, ont presque doublé. On dépasse aujourd'hui deux millions et demi de voix socialistes.

» Il y a cinq ans, vingt-quatre socialistes étaient élus au premier tour; aujourd'hui, les chiffres officiels annoncent trente-deux députés socialistes élus au Reichstag; en réalité, il y en a de trente-trois à trente-six. Il faut attendre le résultat des opérations du recensement.

» En 1893, le socialisme allemand était en ballottage dans 40 circonscriptions, aujourd'hui, 95 candidats socialistes sont admis au prochain ballottage. Et remarquez que ne sont admis au ballottage, en Allemagne, dans un district électoral que les deux premiers candidats ayant recueilli le nombre de voix le plus considérable.

» Ce progrès du socialisme en Allemagne est en effet la seule caractéristique des élections. Il a enlevé les circonscriptions réputées inexpugnables de Kœnigsberg, de Dresde, de Stuttgart et de Francfort; il est maître dans d'autres grandes villes allemandes, comme à Darmstadt, dont l'empereur Guillaume II affectionne particulièrement le séjour.

» Le résultat le plus clair des élections c'est que les députés socialistes seront trois fois plus nombreux au prochain Reichstag, malgré la pression inouïe et les violences du fonctionnarisme allemand. »

Les Allemands mécontents

Vienne, 21 juin. — Suivant les journaux du soir, l'enthousiasme a été grand à Prague parmi les Slaves à l'occasion des fêtes en l'honneur du peintre Palacky.

Le général Komarow, rédacteur en chef du *Swiet*, de Saint-Pétersbourg, a prononcé un discours. Il a dit que tous les Slaves avaient un ennemi commun à combattre.

Pendant le banquet du congrès de la presse slave, les journalistes russes et polonais ont fraternisé aux acclamations de l'assistance.

Les journaux allemands et les cercles allemands de Vienne montrent un certain mécontentement à propos des fêtes et des discours prononcés.

Au Transvaal

Prétoria, 21 juin. — On sait que de récentes négociations entre le Transvaal et l'Etat libre d'Orange ont abouti à une promesse de l'Etat libre d'assister le Transvaal, si les troubles du Swaziland devaient rendre cette assistance nécessaire. On est assez incertain ici sur les motifs secrets qui ont poussé le chef swazi Bonu à résister ouvertement aux autorités du Transvaal. On croit que les hostilités vont bientôt commencer, car les Swazi ont dévasté des propriétés privées appartenant à des colons blancs.

La santé du président Krüger s'améliore, mais il garde encore la maison.

Les journaux africanders de la colonie du Cap sont dans la joie à propos du grand succès remporté par leur parti à la récente élection parlementaire dans le district de Woraster, qui était autrefois représenté par un ami politique de Cecil Rhodes, mais qui vient d'élire, à une majorité consid